

Session du Grand Conseil de mai 2020

Intervention du Président du groupe parlementaire Romain Collaud, à l'occasion du débat sur la gestion de la crise covid-19 par le Conseil d'Etat (27 mai 2020).

Madame la Présidente du Grand Conseil,

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat

Mesdames, Messieurs les Députés,

Mesdames, Messieurs en vos titres et fonctions,

Le 13 mars dernier, la Suisse basculait dans l'inconnu. Cette date restera à jamais gravée dans nos mémoires car elle a remis en cause le fonctionnement global de notre économie, elle a remis en question le fonctionnement de notre Etat, elle a fait vaciller tous les acquis de nos libertés individuelles.

Ce virus a instauré une peur, une méfiance, a changé nos habitudes et mis en place un nouveau code de conduite : la distanciation sociale.

Cette maladie a mis un voile noir sur la capacité à nous projeter dans l'avenir.

Aujourd'hui, 27 mai, nous entrevoyons une certaine lumière au bout du tunnel. Une lumière bien tamisée car comme le disait Socrate, je sais que je ne sais pas. Nous ne savons pas en effet si une deuxième vague viendra, nous ne savons pas si un vaccin arrivera, nous ne savons tout simplement pas et naviguons à vue.

Je reste néanmoins un éternel optimiste ! J'ai envie de dire à la population de recommencer à se projeter, aux entreprises de prévoir la suite, COVID ou pas COVID. Apprenons à vivre avec comme l'a mentionné notre conseiller fédéral, Monsieur Berset.

Cette pandémie a mis en lumière la capacité de notre gouvernement cantonal et suisse à réagir vite et surtout bien. Des décisions mesurées et données sur la base d'une équation avec une multitude d'inconnues.

J'aimerais féliciter la DSJ pour la rapidité de la mise en place de l'Organe de conduite cantonale qui gère brillamment la crise sanitaire. Le déluge attendu n'est pas arrivé et je remercie notamment tous les membres de l'OCC pour leur

travail dantesque. Les hôpitaux fribourgeois ont fait preuve d'une flexibilité maximum et démontrent encore que nous sommes à la pointe.

Leur engagement comme dans de nombreuses autres professions est à féliciter.

Il y a eu beaucoup de dégâts. Des gens sont décédés dans un anonymat presque total. Les visites virtuelles Facetime ont remplacé le réconfort physique aux soins intensifs. Nos aïeux se sont retrouvés esseulés dans les homes, dans leur chambre sans forcément comprendre que c'était pour les protéger. Il est de notre devoir de nous rappeler que malgré une reprise partielle du système, certaines personnes ont énormément souffert, souffrent toujours ou souffriront encore.

La gestion économique de cette crise sans précédent me laisse en revanche sur ma faim. D'un côté, nous devons reconnaître la rapidité de la mise en place pour les facilités RHT et APG, reconnaître également l'engagement des collaborateurs de l'administration pour répondre aux questions des entreprises, indépendants et commerces, reconnaître l'anticipation liée au crédit COVID.

De l'autre côté, je regrette fortement que le signal de soutien n'ait pas été plus fort.

J'attends encore et toujours une aide plus marquée pour toutes ces entreprises, indépendants et commerçants à qui nous avons demandé de fermer. La Confédération a certes ordonné une fermeture pour les protéger, mais certains sont aujourd'hui dans des situations désastreuses, tout comme leurs employés s'ils venaient à faire faillite.

De nombreuses propositions ont été faites au gouvernement et je comprends que ce dernier avait une charge de travail énorme. Cependant, par ces mandats, questions, motions, communiqués de presse nous lui avons montré la voie, montré certains souhaits.

Or, prenez les interventions, regardez ce qui a été retenu et vous verrez que les desideratas des députés ne sont pas écoutés. Nous n'attendions pas forcément de réponse mais plutôt de l'action.

A contrario, le législatif doit reprendre la main pour mettre une certaine pression.

La crise a également mis en exergue certaines lacunes, que le Conseil d'Etat refuse, pour l'heure, de compenser, tel que les montants de RHT pour les dirigeants d'entreprises et les APG pour les salaires supérieurs à CHF 90 000. Ces

dirigeants ne sont de loin pas tous riches comme le veut la croyance populaire et ont aussi des familles à nourrir, des emplois à préserver.

Il conviendra en temps voulu de corriger cela au niveau fédéral et de préconiser l'égalité de traitement ou alors la suppression des cotisations tout simplement.

Encore hier soir, je participais à un stamm avec un dirigeant d'un établissement au bénéfice d'une patente D qui, ému, fatigué, désemparé, nous expliquait que les jours de son entreprise sont comptés car la situation de son secteur n'est pas entendue.

Plusieurs dizaines de milliers de francs de charges mensuelles. Des liquidités qui fondent comme neige au soleil et au final ? Une aide cantonale pour le loyer de CHF 3500.

Mais il n'y a pas que l'argent !

Nous avons posé des questions pour, à titre d'exemple, faciliter l'autorisation et l'élargissement des terrasses. Simple, efficace. A l'heure où je vous parle ? Rien.

J'espère que vu la distance avec le Conseil d'Etat dans cette salle, il nous entendra.

Mais nous voyons déjà les plans de relance fleurir !

Les rivières ne se précipitent pas plus vite dans la mer que les hommes dans l'erreur.

Avant de vous proposer un plan de relance pragmatique et tourné vers l'avenir, le PLR souhaite identifier les mesures adéquates, pouvoir définir des aides sectorielles ciblés et présenter un vrai programme politique basé sur une situation avérée. Il est prématuré de parler de montants. De plus, l'économie et la population devront pouvoir bénéficier de facilité administrative, la bureaucratie devra être réduite, la digitalisation devra prendre encore plus de place car nous avons vu les effets d'un semi-confinement. Des solutions simples mais efficace pour améliorer le quotidien de tout un chacun.

Il est clair que des propositions telles que la suppression de la baisse d'impôts pour la population proposée par le PS est exclue d'autant plus que le canton s'apprête à verser 380 millions pour les employés de l'Etat aux frais du contribuable.

Le canton bénéficie d'une certaine fortune et il s'agira d'agir avec précaution dans nos actions car d'une part cette fortune est déjà en grande partie affectée

comme mentionné à la caisse de pension, mais d'autre part pour préserver la situation financière saine que nous connaissons et ainsi ne pas péjorer les générations futures.

Il est temps, Mesdames, Messieurs, de réactiver l'économie à 100% sans quoi nous compterons les faillites bien plus rapidement que nous ne le pensons.

Cette crise sanitaire et économique parallèlement aux drames qu'elle a engendrés offre aussi de multiples opportunités. Saisissons cette occasion pour changer nos habitudes de consommation ! Acheter local chez le commerçant du coin et l'artisan régional augmentera le pouvoir d'achat, offrira une place d'apprentissage à un jeune et bénéficiera de manière générale à l'Etat, à nous tous. C'est le meilleur plan de relance !

Encore un grand merci à tous ces Fribourgeoises et Fribourgeois qui ont œuvré au fonctionnement de notre société.

Faisons souffler tous ensemble un vent durable, humaniste et résolument positif pour tous les citoyens fribourgeois ! Du chaos naissent les étoiles !